

# La laïcité, c'est combattre tous les fanatismes, tous les obscurantismes

Je suis l'un de vos fidèles lecteurs depuis les premiers numéros.

Entendant tous les jours les réflexions suivantes :

La Laïcité c'est ringard !

La Laïcité c'est démodé !

Pourquoi perdre son temps à parler de Laïcité ?

Devant la Crise, n'y a-t-il pas d'autres urgences que la Laïcité ?

Bof, moi tu sais la Laïcité !...

J'ai eu envie d'écrire ma vision d'une Laïcité militante, ou plutôt de mon COMBAT

La plupart du temps parler de Laïcité, est compris comme « bouffer du curé ». Toutefois, si ces derniers se font « bouffer », c'est à chaque fois qu'ils mettent le goupillon dans la sphère publique, celle de la République. La Laïcité n'est pourtant pas l'anti-religion, ni l'anti-croyance. Mais quand le chanoine de Latran, fait un signe de croix lors du baptême d'un navire de la République, c'est une atteinte impardonnable à cette dernière. Comment un juif, un musulman ou un sikh peut-il interpréter ce geste ? Que comme une agression envers ses propres convictions. Néanmoins, nous connaissons tous ses raisons politiques, qui n'ont que peu de rapports avec la foi. Même le général De Gaulle, pourtant authentiquement croyant, s'en abstenait. C'est alors que la Laïcité est une attitude de PROTESTATION ; néanmoins voulant bien dire protection du fait religieux, dans sa sphère privée. Dans une France déjà multiple, la guerre fut cruelle. Entre 1877 et 1920, déchirures entre des religieux jaloux de leur pouvoir sur les consciences, et laïcs comprenant que la paix sociale ne pouvait se faire qu'en dehors des dogmes. Les

effroyables désastres des deux guerres, firent que l'Église catholique compris finalement l'intérêt de la paix, en partageant le pouvoir sur les âmes, de ceux qui y croient, et non plus sur les consciences. Entre 1920 et 1989, les Églises bénéficièrent d'une répartition équitable des influences privées, sans plus chercher à miner les assises de la République. Malgré un retour provisoire de quatre années de fascisme, ne faisant que révéler l'activisme sous-jacent des ennemis de la « gueuse », la sérénité religieuse était confortablement installée en France, et pour longtemps, pensait-on.

Peu après la rentrée de l'année scolaire 1989-1990, trois jeunes filles se prétendant d'origine maghrébine et de confession musulmane se présentent dans leur établissement, coiffées d'un foulard comme signe d'appartenance religieuse. Après une exclusion temporaire puis des tentatives d'accord restées vaines avec le chef d'établissement, celui-ci, se fondant sur le principe de Laïcité, va exclure définitivement les trois élèves concernées. Ainsi allait naître l'une des plus importantes polémiques qu'a pu connaître l'école publique depuis de nombreuses années. C'est en effet à partir de cet acte qu'un grand débat sur la définition de la Laïcité, va s'ouvrir au sujet d'une affaire qui va défrayer la chronique pendant plusieurs mois. Par la suite, et après une relative accalmie de trois ou quatre ans, l'affaire va resurgir à la rentrée 1994-1995.

Tout le hiatus vient d'une méconnaissance culturelle des populations entrées en France ces trente dernières années. Si ce n'était que la Laïcité qu'il fallait propager, la formation serait relativement facile à mettre en place. Leçons, dans les écoles et exposés dans les préfectures, lors de la remise de la carte d'identité. Cependant le déficit culturel est bien plus important qu'on ne l'imagine. Il porte sur le concept même de : RÉPUBLIQUE française.

Revenons donc aux fondamentaux en définissant les mots de « République française », pour cela le plus simple est de lire l'article premier de notre constitution nous disant :

La France est une république indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances (...) La devise de la République est « Liberté, Égalité, Fraternité ».

Ce sont ces quatre termes qui fondent NOTRE République. Cela dit, est-ce le meilleur système au monde ? Pour tout dire, je préférerais encore vivre dans un royaume, comme la Belgique ou la Hollande, que dans la république de M. Kadhafi, où ce mot ne correspond à rien !

Ainsi, vouloir exposer ou définir la Laïcité sans faire appel à la définition de la République, c'est aller droit à l'incompréhension.

Ôter un seul mot ou adjoindre un qualificatif religieux à la définition, et la proposition change le sens du mot République.

Si l'on ne garde que république et démocratique, on se souvient, dans les anciens pays de l'Est, de ce que cela veut dire...

Si l'on accole l'adjectif islamique, le mot de république, n'a plus grande signification.

Si la république n'est que sociale, etc...

Dès lors, on comprendra la difficulté de la tâche d'expliquer la Laïcité ; tâche non pas uniquement envers les migrants, mais également historique, pour une bonne partie de la population originaire de l'hexagone. Si nous faisons un sondage à l'entrée des bureaux de vote sur la mission de ceux que l'on élit, on aurait quelques surprises !... Mais la Démocratie est à ce prix ! Certes elle n'est pas parfaite, néanmoins comme le disait Winston Churchill, « C'est le pire système politique, à l'exception de tous les autres ». Elle porte en elle les germes mêmes de sa propre destruction, quand elle donne le pouvoir à Napoléon III, à Hitler, ou à Omar Bongo.

Si notre Ve République est indivisible, laïque, démocratique et sociale, c'est son originalité, sa spécificité et son génie. D'autres systèmes sont tout aussi démocratiques, mais

ne portent pas en eux le trésor de pacification religieuse, ethnique, et sociale longuement élaboré depuis le siècle des Lumières, dans les Loges et dans les cénacles républicains.

Toutefois parler de Laïcité hors le contexte républicain, vous l'avez compris, ne sert à rien. C'est probablement la raison pour laquelle le concept s'exportait difficilement, mais les choses changent. Nous sommes la plus ancienne République d'Europe, la seconde dans le monde et nous avons mis plusieurs générations à la laïciser. La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 contient, dans son préambule, la phrase suivante: « En conséquence, l'Assemblée nationale reconnaît et déclare, en présence et sous les auspices de l'Être suprême, les droits suivants de l'homme et du citoyen », Litote pour commencer à isoler la sphère publique du pouvoir des religieux, sans encore choquer personne, mais en supprimant la référence à dieu. Malheureusement, dès 1791, il en ira tout autrement ! Ce fut donc, un long processus fait de brutalités intolérables et de sang, de retours en arrière, de méfiances réciproques, pour finalement arriver à un équilibre précaire, qu'avant 1989, personne ne remettait plus en question, du moins facialement.

Nous nous enfonçons progressivement dans une crise financière, économique et sociale profonde. Tous les composants d'une explosion sont réunis pour mettre en péril la démocratie. Les « sauveurs suprêmes », les « guides de la Nation », les « Caudillos » de tous poils n'attendent, qu'une occasion pour abattre la « Gueuse! ». Si nous n'avons pas les yeux de Chimène pour Marianne, nous risquons fort de nous retrouver emportés par une tornade où la Démocratie ne sera plus qu'un mot et nous-mêmes traqués, comme en 1941.

Nos « amis » islamistes lyonnais dénoncent, les francs-maçons, dans les mosquées, comme succubes de Satan, les députés intégristes catholiques européens prient ensemble dans une chapelle à Bruxelles qui jouxte le parlement, avant les réunions de l'assemblée. Il n'en n'était de preuve, qu'à regarder l'émission d'Arte le 09 décembre dernier. Et que dire du musée du créationnisme aux USA ? Simples péripéties de

quelques mystiques exaltés, ou véritables combattants de l'obscurantisme, prêts à prendre le pouvoir ? Je suis un transfuge du camp d'en face, du camp des anti-Laïcité ; je sais donc de quoi je parle. Dans les années 50, la République était encore appelée « la gueuse » dans les milieux catholiques, et désignée comme l'ennemi de la religion. Cinq années chez les « bons pères » m'ont radicalisé dans l'autre sens !

Prenons quelques exemples, tels la question de l'avortement au Portugal, en Irlande, en Pologne, le pacte d'union civile en Italie, ou encore la présence de crucifix dans les écoles alsaciennes et mosellanes ; dans tous les cas, le point à souligner est la question de l'intervention de l'Église dans un débat touchant soit à l'éducation, soit à la vie personnelle. Ces deux points paraissent pourtant à première vue éloignés de la question de la Laïcité, c'est-à-dire de la séparation des Églises de l'État. Et pourtant, une analyse plus approfondie sur l'histoire de la Laïcité, montre qu'il n'en est rien. Si Jean Macé, en 1866, n'avait pas revendiqué, au travers de la ligue de l'enseignement, l'instruction obligatoire, gratuite et Laïque pour tous, le cléricalisme aurait peut être encore la haute main sur l'éducation de nos enfants.

La laïcité, c'est combattre tous les fanatismes obscurantistes, en donnant à chacun, par l'information, par l'éducation, la Liberté de conscience, l'Égalité dans les moyens de s'exprimer, et la Fraternité de le faire ensemble.  
Amicalement

**Jeanmi**